

Interview Michel LAGES
France Bleu Toulouse Matin du 5/10/2015

Alban FORLOT, animateur de France Bleu Toulouse matin :

Le 4 octobre 1945, la Sécurité sociale naît de la volonté de protéger solidairement, j'ai envie de dire, tous les Français. 70 ans plus tard, la « Sécu » remplit toujours sa mission, les Français y sont toujours attachés mais se tournent de plus en plus vers des assurances privées. L'invité de France Bleu matin est Michel LAGES, un ex-directeur de l'ancienne Carsat au Mirail et qui est aussi président du comité régional de la Sécurité sociale en Midi-Pyrénées. Il répond à vos questions, Bénédicte DUPONT.

Bénédicte DUPONT : Bonjour Michel LAGES. Vous devez sacrément l'aimer la Sécurité sociale pour en présider le comité régional d'histoire?

Michel LAGES : Je crois que c'est une passion assez ancienne, oui.

BD : Vous étiez le directeur de l'ancienne Carsat au Mirail, la CRAM à l'époque, on le disait, qu'est-ce qui vous a amené à la Sécurité sociale, pourquoi cette passion ?

ML : Pendant mes études universitaires, le directeur de l'URSSAF est venu nous parler à la « fac » de la Sécurité sociale et cela m'a décidé, j'ai passé le concours et ensuite j'y ai travaillé.

BD : La Sécurité sociale, Alban l'évoquait dans sa présentation, ce sont d'abord des valeurs ?

ML : Oui, ce sont des valeurs de solidarité entre générations, entre actifs et inactifs, je crois que c'est avant tout cela ; et puis c'est une organisation qui est une organisation assez complexe : en effet on parle le plus souvent de l'assurance maladie, mais à côté, il y a aussi l'assurance retraite, celle des accidents du travail et également les allocations familiales.

BD : Les Français connaissent mal la Sécurité sociale finalement ?

ML : Absolument !

BD : Nous parlions de solidarité, est-ce toujours le cas aujourd'hui Michel LAGES ou la « sécu » est-elle surtout une caisse à distribuer des euros ?

ML : C'est une caisse qui distribue des euros mais c'est aussi une caisse qui fait preuve de solidarité notamment par son action sociale qui n'est pas forcément connue du grand public : à côté des prestations légales, il y a un certain nombre de prestations d'action sociale qui permettent d'améliorer la couverture des assurés ou des allocataires.

BD : Vous présidez le comité régional d'histoire de la Sécurité sociale en Midi-Pyrénées : qu'est-ce que l'histoire de la Sécurité sociale a, chez nous, de particulier ?

ML : Elle s'inscrit dans le cadre général en matière de réglementation bien entendu, de cotisations ou de prestations. La particularité c'est la mise en place des organismes de Sécurité sociale notamment, parce qu'à l'époque ils avaient une plus grande autonomie peut-être qu'actuellement et il y a eu une

spécificité, c'est l'informatique. La région a été souvent en avance en matière d'informatisation, par exemple au niveau de l'URSSAF de la Haute-Garonne.

BD : A la pointe !

Alban FORLOT : Il est 7 heures 54 ; l'invité de France Bleu matin est Michel LAGES, le président du comité régional d'histoire de la Sécurité sociale en Midi-Pyrénées. Il répond à Bénédicte DUPONT.

BD : Michel LAGES, la Sécurité sociale aujourd'hui se résume depuis une quinzaine d'années à un vilain mot, c'est le « trou », le déficit. Est-ce-que c'est trop vite résumé ou faut-il le relativiser ?

ML : Je crois que c'est un peu vite résumé et lors de la rencontre que nous avons organisée à la cinémathèque de Toulouse pour célébrer les 70 ans de la Sécurité sociale le 1^{er} octobre, la semaine dernière, nous avons eu un exposé sur la Sécurité sociale et la télévision. Et, on s'aperçoit que durant les vingt ou trente premières années suivant sa création, la « télé » et les médias de façon plus générale ont essayé d'expliquer la Sécurité sociale, de faire de la pédagogie et que depuis les années 80, ils ne parlent plus que du déficit. Ce déficit existe, il est notamment lié à la conjoncture économique car les recettes sont basées sur des cotisations en fonction des revenus d'activités. Mais si l'on regarde l'ensemble des dépenses de la Sécurité sociale en 2014, nous sommes à près de 500 milliards d'euros - plus que les dépenses de l'Etat- et le déficit est de moins de 10 milliards, ce qui fait autour de 2% de déficit. Donc je crois qu'il faut le relativiser et tranquilliser le grand public par rapport au devenir de la Sécurité sociale.

BD : Tout de même, Michel LAGES, est-ce-que la Sécurité sociale telle que vous l'avez connue va perdurer ? Quelle Sécurité sociale va-t-on laisser à nos enfants ?

ML : Je pense qu'à priori les bases du système sont solides : depuis 70 ans, il y a eu relativement peu de modification. Bien entendu, il faut s'adapter à l'évolution de la société et éventuellement à de nouvelles prestations, mais globalement, je crois que nous pouvons être relativement optimistes quant au devenir de la Sécurité sociale.

BD : On l'aime notre « sécu » et en même temps on lui fait un certain nombre d'infidélités avec -on en parlait- les assurances vie, la prévoyance, les retraites privées.

ML : C'est vrai. Il y a maintenant une Sécurité sociale de base en assurance maladie et une Sécurité sociale complémentaire qui va devenir obligatoire pour les salariés

BD : Oui, au 1^{er} janvier [2016].

ML : Ces deux-éléments étaient prévus. Dès l'origine, il était prévu qu'il y ait un complément à la Sécurité sociale de base. Mais globalement on constate encore un attachement des Français qui est important, un sondage sorti en septembre indique que 67 % des sondés sont satisfaits de la Sécurité sociale.

BD : C'est ce que l'on disait à 7 heures 20. Merci beaucoup, Michel LAGES, d'avoir été notre invité ce matin. Je rappelle que vous êtes le président du comité régional d'histoire de la Sécurité sociale en Midi-Pyrénées.